

TURQUIE

# Ankara renforce sa présence militaire à la frontière syrienne

**L'armée turque a déployé samedi plusieurs pièces d'artillerie dans un secteur de la frontière syrienne où les forces d'Ankara et des milices kurdes s'accrochent régulièrement, a rapporté l'agence de presse progouvernementale Anadolu.**

Un convoi militaire comprenant au moins cinq obusiers est arrivé dans la nuit à Kilis (sud), province frontalière de la Syrie et théâtre d'échanges de tirs transfrontaliers récents entre l'armée turque et les Unités de protection du peuple kurde (YPG), selon

Anadolu. Ce déploiement ne vise pas à relever, mais à renforcer les effectifs déjà présents à la frontière syrienne, a précisé l'agence, citant des sources militaires.

La province de Kilis se trouve en face du canton kurde d'Afrin, situé dans le nord-ouest de la Syrie et contrôlé par les YPG,

honnies par Ankara, mais soutenues par Washington.

L'armée turque et les YPG ont échangé à plusieurs reprises ces derniers mois des tirs dans cette zone frontalière et Ankara a maintes fois menacé de lancer une offensive contre Afrin.

La Turquie considère les YPG comme une émanation du Parti

des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation séparatiste kurde classée «terroriste» par Ankara et ses alliés occidentaux.

Les Etats-Unis soutiennent en revanche ces milices kurdes qui, associées à des combattants arabes, ont lancé une offensive pour reprendre la ville de Raqa, fief du groupe Daesh en Syrie.

Ankara a déjà lancé une offensive terrestre dans le nord de la Syrie en août 2016 afin de repousser Daesh de sa frontière et empêcher la jonction des différentes zones contrôlées par les YPG.

IRAN

# Zarif défend le dernier test du lanceur de satellite

**Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a affirmé samedi à Téhéran devant la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini, que le test notamment du lanceur de satellite, récemment entamé par son pays «n'était pas en contradiction avec la résolution 2231».**

M. Zarif a souligné que les tirs de missiles balistiques et le test du lanceur de satellite «n'étaient pas en contradiction avec la résolution 2231», selon le site du ministère des Affaires étran-

gères. La résolution 2231, qui entérine l'accord nucléaire de juillet 2015 avec les grandes puissances, «appelle l'Iran à ne mener aucune activité liée au développement de missiles

conçus pour porter des charges nucléaires» pendant une période de huit ans.

Le 27 juillet, l'Iran a testé un lanceur de satellites capable de placer des engins de 250 kilogrammes à une altitude de 500 kilomètres et a inauguré son premier centre de lancement de satellites dans la province de Semnan, à l'est de Téhéran.

Les Etats-Unis, soutenus par la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, ont dans la foulée

appelé à une réaction du Conseil de sécurité de l'ONU. Le ministre iranien des Affaires étrangères a qualifié samedi la position de ces trois pays européens de «mouvement dans la mauvaise direction».

Il s'exprimait à l'occasion de la présence de M<sup>me</sup> Mogherini à Téhéran, où elle doit participer à la cérémonie de prestation de serment du Président Hassan Rohani réélu triomphalement en mai dernier.

INDE

# Affrontements au Cachemire après la mort de trois rebelles

**Des milliers de manifestants se sont affrontés hier aux forces indiennes dans la partie du Cachemire administrée par New Delhi, après la mort de trois chefs rebelles locaux dans un échange de tirs avec l'armée. Les trois militants de Lashkar-e-Taiba (LeT), un groupe extrémiste basé au Pakistan, ont été tués par les forces indiennes lors d'un raid sur une maison de Sopore Town, à 45 km au nord de Srinagar, la capitale du Cachemire.**

«Au cours du face-à-face, trois militants du LeT ont été éliminés», a annoncé la police dans un communiqué.

Dès l'annonce de la mort des trois hommes, des affrontements ont éclaté entre la population locale et les forces indiennes

dans plusieurs secteurs. Trois manifestants ont été blessés dans la région de Bandipore (nord), dont est originaire l'un des morts, lorsque les soldats ont ouvert le feu sur des centaines de personnes qui étaient descendues dans la rue, lançant des pierres sur un convoi militaire, selon un policier, cité par l'AFP. Dans la vallée du Cachemire (sud), des milliers de personnes se sont heurtées aux forces gouvernementales qui ont tiré en l'air et fait usage de gaz lacrymogènes et de grenades assourdissantes pour les disperser.

Ces heurts interviennent au lendemain de la mort d'un militant local armé et d'un civil, tués par des soldats lors d'une fusillade dans le sud du Cachemire. Depuis la mort mardi dans un raid d'un chef du LeT, Abu Dujana,

considéré comme un des principaux combattants luttant contre les forces indiennes, la tension est vive au Cachemire.

Cette région est de facto divisée entre l'Inde et le Pakistan. Depuis la Partition de 1947, New Delhi et Islamabad se déchirent pour le contrôle du Cachemire, un conflit dont découle une insurrection séparatiste dans la partie indienne. Des groupes rebelles, dont le LeT, combattent depuis des décennies les soldats indiens déployés dans la partie du territoire contrôlé par l'Inde, demandant soit leur indépendance soit le rattachement au Pakistan.

Des dizaines de milliers de personnes, pour la plupart des civils, sont mortes dans les combats.

BRÉSIL

# Opération de 5.000 militaires dans des favelas de Rio

**Quelque 5.000 militaires et policiers brésiliens, appuyés par des hélicoptères, ont lancé hier matin des opérations contre des bandes armées dans plusieurs favelas de Rio de Janeiro, a annoncé le Secrétariat de la sécurité de l'Etat de Rio (Seseg).**

Cette opération intervient après une multiplication des vols de cargaisons de camions de transport de marchandises, et alors que 10 000 hommes sont mobilisés dans la ville depuis une semaine pour lutter contre la flambée de la violence.

Les opérations sont menées dans plusieurs favelas violentes de la Zone Nord de Rio et dans une autre de la Zone Ouest, avec 40 mandats d'arrêt, a précisé à l'AFP un porte-parole de la Seseg. La radio CBN a rapporté que des

fusillades étaient entendues dans la favela de Lins et qu'une personne avait été tuée dans un affrontement dans celle de Sao Joa. Ces deux favelas, zones où s'entassent près d'un quart des habitants de Rio dans des conditions de grand dénuement, sont situées en Zone Nord.

«Les forces armées ont encerclé quelques-unes de ces zones et se déploient dans des endroits stratégiques», a indiqué la Seseg dans un communiqué. Il y a huit jours, le chef de l'Etat, Michel Temer, avait signé un décret autorisant l'emploi des forces armées dans l'Etat de Rio de Janeiro pour lutter contre le crime organisé. Immédiatement, une force de 10.000 hommes, dont 8 500 militaires, avait commencé à prendre position dans la métropole.

«L'opération de ce samedi correspond à la deuxième phase de cette mobilisation de l'armée et de la police dans l'Etat de Rio secoué ces dernières semaines par une hausse des actes de

violence et des vols de camions. Rio a enregistré au premier semestre le plus fort niveau de violences depuis 2009, avec 3 457 homicides, soit 15% de plus qu'au même semestre de 2016, selon des données officielles.

Des bandes rivales, qui prospèrent sur le trafic de drogue, se disputent violemment le contrôle des favelas.

De nombreuses personnes sont tuées dans des échanges de tirs entre gangs mais aussi avec la police. En outre, depuis le début de l'année, 93 policiers ont été abattus à Rio.

Les braquages de poids-lourds acheminant diverses marchandises sont de plus en plus fréquents aussi.

Selon la Fédération des industries de l'Etat de Rio, 10.000 cas de vols de cargaisons ont eu lieu l'an dernier, essentiellement sur les routes d'accès à la ville de 6,5 millions d'habitants, impliquant de lourdes pertes financières.

CHINE

## Un ancien haut responsable du Parti communiste condamné pour corruption

**Un ancien haut responsable du Parti communiste chinois (PCC) dans la province chinoise du Henan (centre), a été condamné à onze ans de prison pour acceptation de pots-de-vin.**

Le tribunal a confisqué les actifs personnels de Wu Tianjun s'élevant à un million de yuans (150 000 dollars), qui seront transférés au Trésor public, selon le verdict publié vendredi par le Tribunal populaire intermédiaire de la ville de Xiangyang, dans la province chinoise du Hubei (centre).

Wu Tianjun, ancien membre du Comité permanent du Comité du PCC pour la province du Henan, a profité de ses postes pour aider autrui à l'occasion d'opérations commerciales et de promotions. Il a accepté de l'argent et des objets de valeur de plus de 11 millions de yuans, personnellement ou par le biais d'autres personnes de 2004 à 2015, a-t-on indiqué. Ses gains illégaux ont été confisqués, selon le tribunal.

Wu Tianjun a aussi occupé les postes de chef de la Commission des affaires politiques et juridiques du Comité du PCC pour la province du Henan et de chef des Comités du PCC pour les villes de Xinxiang et de Zhengzhou.

Il a avoué ses crimes et rendu ses gains illégaux, lui permettant de bénéficier d'une clémence, selon le verdict.

Il a accepté le verdict du tribunal, déclarant qu'il ne ferait pas appel.